

## Régions rurales ou urbaines : une même quête de la modernité

Les régions rurales représentent 75 % de la superficie des pays développés. Un quart de la population en moyenne y habite. Les mutations de l'économie internationale et leurs impacts sur les économies nationales ont sur les territoires ruraux des effets distincts de ceux qu'elles produisent sur les villes. Ce changement des règles du jeu se traduit par des défis nouveaux qui appellent de nouvelles\* réponses. Ainsi, afin de prendre en compte les besoins spécifiques de la ruralité, les gouvernements doivent-ils adapter les stratégies traditionnelles de développement rural qui revêtent souvent un caractère sectoriel et uniforme sur tout le territoire national.

Trois tendances se dégagent de l'élaboration des nouvelles politiques rurales : la préservation de l'environnement, l'aspiration à une réforme de la politique agricole et la décentralisation.

### Un cadre et des conditions de vie différenciés

Développement économique et social et protection de l'environnement sont désormais les deux composantes interdépendantes des politiques rurales. En ne s'attachant plus seulement à promouvoir une économie agraire et forestière, mais en veillant aussi à la protection des paysages et de la nature, les responsables de l'action publique contribuent à identifier et à valoriser les nombreuses ressources dont dispose chaque zone rurale ainsi que leur usage. Cette gestion moderne des ressources naturelles en zone rurale intéresse au demeurant l'ensemble de la population (dont les urbains), celle-ci étant aujourd'hui soucieuse de la préservation des écosystèmes (sols, eau, air) et informée de l'ampleur et de l'interdépendance des préjudices que causerait leur gestion irréflechie.

### Des politiques agricoles moins subventionnées

De fortes pressions, nationales et internationales, s'exercent en faveur d'une réforme de l'approche traditionnellement agricole du développement rural. D'une part, les subventions agricoles sont de plus en plus contestées en raison de leur impact sur les finances publiques dans un temps où

la majorité des États sont contraints financièrement. Cette remise en question alimente le débat sur les autres usages possibles des ressources publiques pouvant être affectées aux zones rurales. D'autre part, les récentes négociations commerciales internationales ont montré que les progrès resteraient limités en l'absence d'une réforme des subventions agricoles massives consenties par certains pays riches.

### Une décentralisation à la carte

Dans plusieurs pays, l'expérience a montré qu'il ne suffisait pas d'affecter des fonds aux zones rurales pour remédier à leurs problèmes. Le modèle de la politique régionale a donc évolué, passant d'une stratégie de réduction des disparités entre régions au moyen de subventions descendantes à une panoplie plus étendue de mesures destinées à améliorer la compétitivité régionale en s'appuyant sur les atouts locaux et avant tout sur le dynamisme des gens du milieu. Le caractère pluriel et protéiforme de cette nouvelle approche se manifeste par :

- la prise en compte de l'ensemble des facteurs (état des infrastructures, disponibilité d'une main-d'œuvre qualifiée, etc.) qui influe sur la performance des entreprises locales;
- la primauté accordée à l'investissement (rationnel) sur les ressources locales au détriment des transferts externes « aveugles » dont les effets ne font pas l'objet d'un suivi approprié;
- une gouvernance collective et négociée, axée sur les territoires plus que sur les secteurs et impliquant les administrations nationale, régionales et locales, mais aussi d'autres acteurs.

Dans cette configuration, l'État joue un rôle moins prépondérant, mais s'assure des complémentarités intra et interrégionales.

**Les chercheurs de L'Observatoire de l'administration publique  
ENAP : L'Université de l'administration publique**

## NOUVEAU PARADIGME DE LA POLITIQUE RURALE DANS LES PAYS DÉVELOPPÉS\*

	Approches classiques	Tendances nouvelles
OBJECTIFS	Péréquation, Revenu agricole, Compétitivité des exploitations	Compétitivité des zones rurales, valorisation des atouts locaux, exploitation des ressources inutilisées
SECTEUR(S) CLÉ(S) CIBLÉ(S)	Agriculture	Divers secteurs des économies rurales (ex. industrie, technologies de l'information et de la communication, tourisme rural, etc.) en plus de l'agriculture
PRINCIPAUX OUTILS PUBLICS	Subventions	Investissements
ACTEURS CLÉS	Administrations publiques nationales, Agriculteurs	Tous les niveaux d'administration (nationale, supralocale et locale) Divers acteurs locaux (publics, privés à but lucratif ou d'économie sociale)

Source : OCDE, Synthèses d'observations, novembre 2006.